

quand le PCF théorise...

Au-delà de ses implications politiques immédiates, le « cours nouveau » adopté par le PCF à son 22^e congrès ouvre au sein de ce parti une nouvelle période de redéfinition théorique. On a vu ici-même (cf. l'article de Léo Goldberg dans TS n° 702), en quoi l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat entamait un débat (encore feutré) sur la nature des sociétés dites « socialistes ».

Avec l'adoption de la stratégie de « l'union du peuple de France », le paradoxe de l'orientation du PCF semble devoir être dépassé. Pendant des dizaines d'années le PC a pu juxtaposer un discours « orthodoxe », un ensemble de références idéologiques classiques du marxisme et du léninisme et une pratique réformiste dans sa politique concrète. Avec le temps cette contradiction est devenue un obstacle non seulement au développement de sa politique réelle, mais à la crédibilité de celle-ci. C'est cet obstacle que le 22^e congrès a levé avec l'adoption d'une série de thèses dont l'objet est de *théoriser* la pratique et la politique du Parti communiste.

la voie nouvelle

« Il ne saurait y avoir de rénovation effective sans que les communistes participent directement à la direction politique de la société et de l'Etat. » C'est par ces mots que Berlinguer définissait au Parc des expositions de Paris, cet « Eurocommunisme » terme « se référant tout particulièrement aux positions sur lesquelles convergent nos partis » (le PCI et le PCF).

En quoi consiste donc, plus précisément, cette « voie nouvelle » ? On lit dans la déclaration commune des deux partis publiée en novembre dernier : « Les communistes italiens et français considèrent que la marche vers le socialisme et la construction de la société socialiste... doivent être réalisées dans le cadre d'une démocratisation continue de la vie économique sociale et politique. Le socialisme constituera une phase supérieure de la démocratie et de la liberté : la démocratie réalisée de la manière la plus complète. »

Cette idée d'une continuité entre la société capita-

liste et le socialisme est en effet une idée nouvelle, au moins dans le langage des partis communistes. Il faut donc la justifier « sans rester les prisonniers de formules ou d'expériences dépassées par le temps » (Berlinguer).

le petit mécano

Parmi ces « formules dépassées » figure au premier plan — et pour cause puisque c'est la question qui en définitive distingue les révolutionnaires des réformistes—

celle de la nécessité de briser l'appareil d'Etat bourgeois comme condition sine qua non de la construction du socialisme. Et c'est précisément à elle que s'attaque François Hincker dans un numéro récent de France nouvelle, l'hebdomadaire du



photo Christian WIESS/ADJA

comité central du PCF.

« Dans leur esprit, les formules classiques du marxisme-léninisme— « briser l'Etat bourgeois », « constituer la classe ouvrière en classe dirigeante » — conservent toute leur valeur théorique et politique, ou plutôt elle ne la trouve que si on les débarasse de leur lettre. »

Voyons donc avec François Hincker, en quoi consiste « l'esprit » de ces formules : « Briser l'Etat c'est donc d'abord porter au pouvoir politique les forces rassemblées autour du Programme commun. »

L'appareil d'Etat pour notre théoricien serait devenu comme une sorte de mécano. Une série de « pièces » les unes, bonnes, les autres moins bonnes, certaines encore, franchement mauvaises.

La plupart jouant un rôle simplement fonctionnel, certes au service des monopoles — mais il suffirait de les « épurer... » des hommes du grand capital pour qu'elles soient mises au service du peuple. En résumé « beaucoup sinon la plupart des pièces de cet Etat ne sont en aucune façon à détruire, mais à ré-assembler dans un Etat, auxiliaire des travailleurs et du peuple, et non plus au service, des monopoles.

On a peine à y croire ! On a beau relire et se frotter les yeux, c'est bien ce qui est écrit ! L'appareil d'Etat bourgeois n'est plus pour le PCF la machine de domination dont la nature, l'essence, (et non pas la forme particulière prise à tel ou tel moment de son évolution en fonction de la concentration du capital ou des rapports de force entre prolétariat et bourgeoisie) est de perpétuer, organiser, reproduire, les apports sociaux d'exploitation et d'oppression, mais un simple ensemble d'administrations mal gérées.

Voilà qui éclaire avec plus de précision qu'auparavant la stratégie qui fonde l'orientation du PCF et celle du « Programme commun ».

et pour nous ?

Une des thèses qui sous-tend toutes ces idées consiste à dire que le socialisme c'est la démocratie bourgeoise poussée jusqu'à son terme. Ainsi il n'y aurait pas de différence de nature entre l'Etat capitaliste basé sur la démocratie parlementaire et l'Etat ouvrier basé sur la démocratie directe et « l'association des travailleurs » (Marx). Ce n'est précisément que si l'on prend la mesure de cette radicale différence, de cet antagonisme, qu'il est possible de répondre à la question « qu'est-ce que briser l'Etat ? » sans tomber dans la caricature « infantile » que donne Hincker des positions révolutionnaires « briser à coup de marteau le jouet dont ils viennent d'hériter ».

« Briser l'Etat » n'est pas nier la nécessité d'un appareil national de centralisation administratif, politique, économique, militaire de la société de transition au socialisme. Au contraire, refusant la conception du « socialisme dans un seul pays » nous savons que le pouvoir des travailleurs aura à se défendre contre la bourgeoisie (internationalement et nationalement) et à soutenir l'extension de la révolution sur une base internationale. Nous savons aussi qu'il n'y a pas d'harmonie préétablie entre les conseils de travailleurs dans les différents niveaux

et domaines de la société nouvelle. La question ne se situe donc pas là. Ce qui est par contre en cause, c'est le renversement de la base et des formes de la domination. Rompre avec la délégation permanente de pouvoir, rompre avec le système parlementaire et la séparation entre exécutif et législatif, faire de chaque conseil d'usine ou de quartier un élément du nouvel Etat (ou du « semi-Etat » comme disait Lénine) où les travailleurs débattent, décident et appliquent, unifier ces conseils à tous les niveaux à travers des délégués révocables à tout moment, mettre à bas l'appareil répressif policier et militaire sur la base de l'autodéfense armée des travailleurs et du contrôle sur l'appareil permanent qui se maintiendra pendant toute une période transitoire, transformer radicalement le système judiciaire et le système de formation en le liant organiquement aux conseils de travailleurs et d'habitants... voilà, selon nous, le contenu de l'Etat de classe qui se construira dans la période d'affrontement avec la bourgeoisie, et qui, en définitive, devra se substituer à l'autre Etat de classe, celui de la bourgeoisie, dont le PCF veut ré-assembler les pièces.

Ce projet, bien entendu, implique une stratégie dont un des aspects est l'utilisation de la violence de masse pour briser la résistance de la bourgeoisie, voire à briser son appareil de domination. François Hincker qui connaît ses classiques (1) le sait. Alors il invente une nouvelle formule : « la violence pacifique » ! Un exemple ? « ...Nationaliser les secteurs-clés de l'économie avec l'appui de la majorité du peuple par l'intermédiaire de la loi démocratique votée par les élus de la majorité du peuple, c'est une très grande violence pour la grande bourgeoisie, c'est la violence suprême, aucun sang versé. Tel est l'esprit de la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste de l'Etat (...) ».

Joli tour de passe-passe. Mais quelles contorsions pour en arriver là.

Maurice NAJMAN ■

(1) Et en particulier la violente polémique de Lénine contre Kautsky qui n'en disait pas autant : cf. « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky ».